

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

contact: cnpe.mali@afribonemali.net

Site : www.instat.gov.ml

tél. : (223) 20 22 24 55 / (223) 20 22 48 73 fax : (223) 20 22 71 45

BP 12 Bamako

NOTE DE CONJONCTURE

4^{ème} trimestre 2013

L'activité économique s'est améliorée plus que prévu en fin d'année 2013, même si les cours mondiaux des principales matières premières sont orientés vers le bas.

Au niveau national, la conjoncture économique en fin d'année 2013 est caractérisée par le renforcement des effets de sortie de crise dans la plupart des branches d'activité. En effet, l'indice de la production industrielle hors extractive a augmenté de plus de 8% par rapport à la même période en 2012. La production aurifère a dépassé son niveau prévu à fin décembre 2013. L'effondrement du prix mondial de l'or de 27% en 2013 a eu un impact négatif sur la performance escomptée des recettes fiscales. Les importations progressent en liaison essentiellement avec la reprise de la demande intérieure de même que les dépenses totales du fait notamment de la hausse des dépenses courantes et d'investissement à la faveur de la sortie de crise. Les prix à la consommation demeurent orientés à la baisse jusqu'en fin d'année 2013, malgré le reflux de la production céréalière 2013/2014. La branche des télécommunications se redresse davantage. Les crédits à l'économie ont progressé de même que les avoirs extérieurs nets traduisant ainsi le renforcement de la confiance qu'a la communauté internationale par rapport à la situation malienne. Toutefois, le secteur du tourisme et de l'hôtellerie demeure affecté par les effets de la crise entraînant des pertes d'emplois. Ce qui a contribué à rehausser le taux de chômage de 10,5% en 2011 à 10,8% en 2013.

Dans les prochains mois, l'amélioration de l'activité économique devrait se poursuivre même si les mauvais résultats de la campagne agricole 2013/2014 contribueront à relever le niveau de l'inflation par rapport à l'année 2013.

ABREVIATIONS ET CONVENTIONS

SIGLES	INTITULES COMPLETS
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
INSTAT	Institut National de la Statistique
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
SUKALA	Société Sucrière du Kala
PARI	Programme d'Appui Régional à l'Intégration
F CFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
\$ E-U	Dollar des Etats-Unis
PNG	Position Nette du Gouvernement
ONAP	Office National de Produits Pétroliers

UNITES DE MESURE	VALEURS CONVENTIONNELLES
-------------------------	---------------------------------

Baril	Vaut 158,987 litres
Livre	Vaut 453,592 grammes
Once	Vaut 28,349 grammes

SIGNES CONVENTIONNELS

cvs	Corrigé des Variations Saisonnières
,	Sépare les unités des fractions décimales
Janv-95	Janvier 1995 (Idem pour les autres mois, mutatis mutandis)
T1-95	Premier trimestre 1995 (Idem pour les autres trimestres)
%	Pour cent

La note de conjoncture analyse l'activité économique au Mali à partir de facteurs endogènes et exogènes ayant eu un impact sur son évolution.

Les analyses développées dans la note ont trait à l'évolution des variables comme la production, les prix, le commerce extérieur, les recettes et dépenses publiques, la monnaie et l'emploi. La note de conjoncture analyse aussi l'évolution des cours mondiaux des principaux produits d'exportation (or et coton) et d'importation (pétrole, riz, maïs, blé, huile...).

Présentation :

Le 4^{ème} trimestre 2013 a été marqué par le renforcement de la reprise de l'activité économique mondiale amorcée depuis le 3^{ème} trimestre 2013 soutenue par un rebondissement des exportations du fait d'un accroissement de la demande des pays développés. Parallèlement, les prix des principales matières premières demeurent orientés vers le bas. Au niveau de la zone UEMOA, les prix affichent également une tendance baissière.

Au niveau national, la conjoncture économique en fin d'année 2013 est caractérisée par le renforcement des effets de sortie de crise dans la plupart des branches d'activité. En effet, l'indice de la production industrielle hors extractive a augmenté de plus de 8% par rapport à la même période en 2012. La production aurifère a dépassé son niveau prévu à fin décembre 2013. Ce qui a permis de compenser quelques pertes consécutives à la chute de 27% en 2013 des cours mondiaux de l'or. Néanmoins, l'effondrement du prix mondial de l'or a eu un impact négatif sur la performance escomptée des recettes fiscales. Les importations progressent en liaison essentiellement avec la reprise de la demande intérieure. De même, les dépenses totales ont augmenté du fait notamment de la hausse des dépenses courantes et d'investissement à la faveur de la sortie de crise. Les prix à la consommation demeurent orientés à la baisse (+5,0% en janvier contre +1,7% en juin et -0,6% en décembre 2013) du fait de l'approvisionnement correcte du marché notamment en denrées de première nécessité ainsi que la disponibilité des produits issus des nouvelles récoltes malgré une production céréalière en baisse. La branche des télécommunications se redresse davantage. Les crédits à l'économie ont progressé de même que les avoirs extérieurs nets traduisant ainsi le renforcement de la confiance qu'a la communauté internationale par rapport à la situation malienne. Toutefois, le secteur du tourisme et de l'hôtellerie demeure affecté par les effets de la crise entraînant des pertes d'emplois. Ce qui a contribué à rehausser le taux de chômage de 10,5% en 2011 à 10,8% en 2013.

1- La Production Industrielle

a. L'indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI)

Au 4^{ème} trimestre 2013, le niveau de l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive a augmenté de 51,5% par rapport au trimestre précédent à cause essentiellement de la saisonnalité de l'égrenage du coton. De même, par rapport à la même période en 2012, le niveau général de l'indice est en hausse de plus de 8,0%. Ce qui traduit un retour progressif à la normale des activités de production industrielle après les perturbations intervenues l'année passée suite à la crise. En effet, le niveau moyen de l'indice de la production industrielle hors branche extractive sur les quatre trimestres de l'année 2013 a progressé de 9,0% comparativement à la même période en 2012.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2013

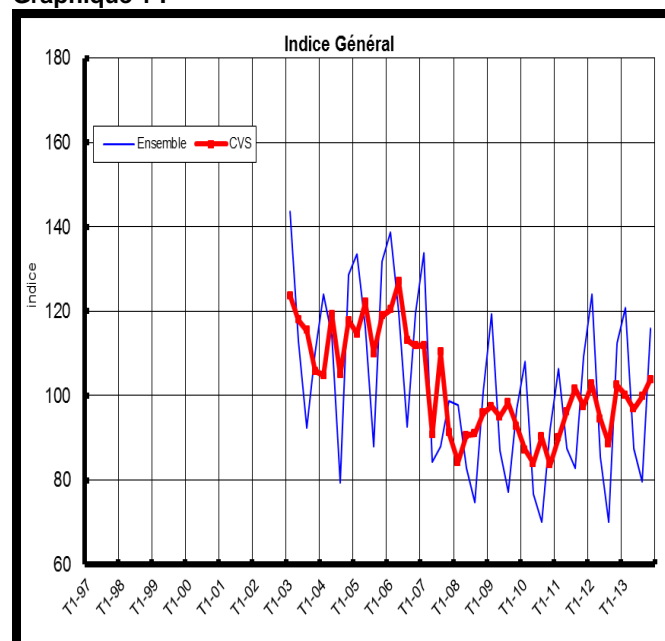
La hausse de 51,5% du niveau général de l'indice hors extractive est induite en grande partie par la reprise de

l'égrenage au cours du 4^{ème} trimestre 2013 tandis que le 3^{ème} trimestre est une période sans production en matière d'égrenage. En effet, il n'y a pas d'activité d'égrenage au cours de la période de juillet à septembre. Cette période est consacrée plus tôt à la culture du coton. De même, les branches « fabrication de produits alimentaires », « production d'électricité et d'eau » ainsi que la branche « fabrication de produits chimiques de caoutchouc et plastiques » ont contribué au relèvement du niveau de l'indice avec respectivement des augmentations de 23,8%, de 2,2% et de 9,8%.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2012

L'indice de la production industrielle hors extractive s'est accru de 8,4% à cause principalement de l'augmentation des niveaux de production enregistrés par les branches industrielles : « agro-alimentaires et tabac » (+32,8%), « électricité, gaz et eau » (+6,4%), « métalliques » (+9,6%) et « fabrication de textile » (+23,2%). En outre, la branche « fabrication de meuble » a fortement augmenté de 78,3% en relation principalement avec la hausse de la demande.

Graphique 1 :



Quant à l'évolution des activités de l'industrie manufacturière, elle traduit mieux la reprise au niveau de ce secteur après les perturbations subies durant la période de la crise. En effet, au 4^{ème} trimestre 2013, le niveau de l'indice de l'industrie manufacturière est en hausse de près de 17,0% par rapport au 4^{ème} trimestre 2012. La hausse est surtout imputable au relèvement de niveau de la production des branches industrielles suivantes : « agroalimentaire et tabac » (+33,8%), « métallique » (+9,6%) et « textile et cuir » (+14,9%). En revanche, les branches « fabrication de matériels électriques », « fabrication de produits chimiques, de caoutchouc et plastiques » et « fabrication de papier, carton et imprimerie » affichent respectivement des baisses de 23,6%, 6,1% et 69,5%. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2013, le niveau de l'indice de l'industrie manufacturière affiche légèrement un reflux de 1,1% bien que la production de la branche « agroalimentaire et tabac » soit restée inchangée sur la même période. Le léger recul est dû essentiellement aux replis de 7,3% et de 8,7% des productions industrielles des branches « métallique » et « fabrication de matériels électriques ».

b. La production moderne d'or

Durant le 4^{ème} trimestre 2013, la production moderne d'or a augmenté de 11,8% par rapport au trimestre précédent. En

revanche, par rapport au 4^{ème} trimestre 2012, la production moderne d'or est restée inchangée. En outre le taux de réalisation des prévisions au 4^{ème} trimestre 2013 est de **112,8%**. Cette hausse de production d'or au 4^{ème} trimestre s'explique par le fait généralement que la capacité de production des usines augmente en fin d'année.

c. L'opinion des industriels sur leur activité

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles (à l'exception des entreprises minières) donne les résultats suivants : plus de **42,0%** des répondants affirment que leur production a diminué par rapport au trimestre précédent contre **34,6%** qui évoquent une augmentation et **23,1%** qui pensent que leur production reste inchangée. Les principales raisons évoquées par les répondants pour justifier le score élevé de diminution sont entre autres : insuffisance de commandes (**50,0%**), insuffisance de matières premières (**13,6%**) insuffisance de main d'œuvre (**13,6%**) et insuffisance d'équipement (**9,1%**). Ce qui traduit le fait que **64,0%** des répondants ont dit n'avoir utilisé que moins de **75%** de leur capacité de production.

En outre, on note que la majorité des entreprises ayant diminué leur production se retrouve dans la branche « métallique » tandis que la plupart des entreprises ayant augmenté leur production sont de la branche « agroalimentaire et tabac ».

c-1 Sur l'utilisation de leur capacité de production

- **36,4%** affirment avoir utilisé entre 50% et 75% de leur capacité de production (en majorité la branche métallique et la branche papier, carton et édition, imprimerie) ;
- **27,3%** affirment avoir utilisé moins de 50% de leur capacité de production (majoritairement la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique) ;
- **36,4%** affirment avoir utilisé plus de 75% de leur capacité de production (surtout la branche agroalimentaire et tabac).

c-2 Sur la production du trimestre à venir (1^{er} trimestre 2014)

- **56,5%** prétendent augmenter leur production (en majorité la branche agro-alimentaire) ;
- **30,4%** se prononcent pour la stabilité (en majorité la branche métallique et la branche papier, carton et édition, imprimerie) ;
- **13,1%** déclarent diminuer leur production (en majorité la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique).

c-3 Sur l'évolution des prix de vente du prochain trimestre (1^{er} trimestre 2014)

- **19,1%** pensent que les prix de vente augmenteront (en majorité la branche textile et cuir) ;
- **71,4%** se prononcent pour une stabilité des prix de vente (majoritairement la branche agro-alimentaire et tabac et la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique) ;
- **9,5%** pensent qu'ils diminueront (la branche papier, carton et édition, imprimerie).

2- Les cours internationaux des principales matières premières

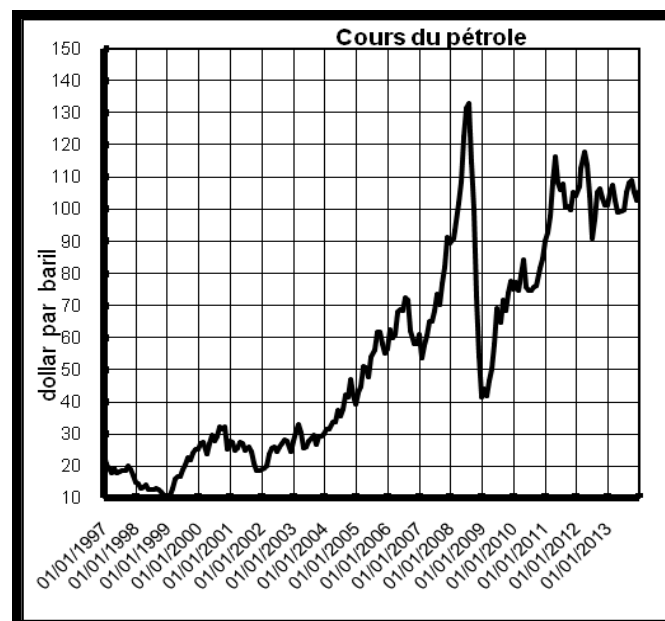
Les cours de la plupart des principales matières premières demeurent orientés vers la baisse au 4^{ème} trimestre 2013 comparativement au trimestre précédent.

❖ Le pétrole

Après le rebond du 3^{ème} trimestre 2013, les cours mondiaux du brut en dollar ont replié au 4^{ème} trimestre en moyenne en liaison avec les prévisions d'augmentation de l'offre mondiale, notamment aux Etats-Unis. En effet, les prix du pétrole, exprimés en dollar, sont en baisse de **5,1%** par

rapport au trimestre précédent contre un recul de **5,3%** des cours exprimés en franc CFA sur la même période. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2012, le prix mondial du pétrole brut en dollar est en hausse de **2,5%**.

Graphique 2 :



❖ L'or

La chute des cours mondiaux de l'or se poursuit au 4^{ème} trimestre 2013. En effet, le prix de l'or est de **1 271 dollars l'once** au 4^{ème} trimestre 2013 contre **1 329 dollars l'once** au trimestre précédent et **1 718 dollars l'once** au 4^{ème} trimestre 2012. La baisse continue du prix mondial de l'or pourrait s'expliquer par les perspectives de reprise de l'activité économique mondiale conduisant à l'effritement de la valeur refuge attribuée à l'or. Néanmoins, le niveau des cours de l'or pourrait remonter dans les prochains mois car l'once d'or valait **1 300 dollars** au mois de février 2014.

Graphique 3 :

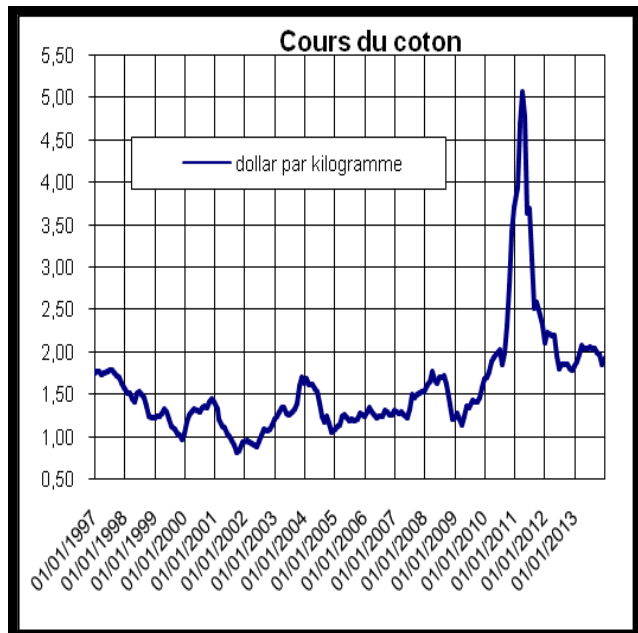


❖ Le coton

Les cours mondiaux du coton en dollar ont baissé de **5,1%** au 4^{ème} trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent. Exprimé en franc CFA, le prix du coton sur le marché international a fléchi de **7,6%** sur la même période. En revanche, les cours mondiaux du coton ont progressé de

6,1% par rapport à leur niveau moyen du 4^{ème} trimestre 2012. Les perspectives de remontée des cours se dessinent pour les mois à venir d'autant que la tonne de coton a coûté **2 006,6 dollars** en janvier 2014 contre **1 929,4 dollars la tonne** en décembre et **1 885,3 dollars la tonne** en janvier 2013.

Graphique 4 :



❖ Cours des produits alimentaires

Les prix des produits alimentaires ont chuté au 4^{ème} trimestre 2013 après les baisses enregistrées durant les deux trimestres précédents. En effet, on observe une certaine détente sur les prix de la plupart des produits alimentaires du fait de la hausse de la production mondiale. Ainsi, l'indice des prix des produits alimentaires a reculé de près de **2,0%** par rapport au trimestre précédent en liaison essentiellement avec un repli de **10,0%** pour les céréales. Par rapport à son niveau il ya un an, l'indice des produits alimentaires baisse de **11,0%** en relation avec le recul de plus de **27,0%** pour les céréales, de **3,0%** pour les oléagineux et de **2,2%** pour les autres produits alimentaires.

3- Le commerce extérieur

a. Les importations

Les importations globales au 4^{ème} trimestre 2013 se chiffrent à **475,6 milliards FCFA** avec un volume **1 275 400 tonnes** contre **402,1 milliards FCFA** pour un volume de **1 149 600 tonnes** au 3^{ème} trimestre 2013. Les importations du 4^{ème} trimestre 2013 ont porté sur les produits pétroliers pour **297 100 tonnes** et une valeur de **94,2 milliards FCFA** ainsi que les produits non pétroliers pour **978 300 tonnes** et une valeur de **381,4 milliards FCFA**

Les droits et taxes liquidés à fin décembre 2013 sont de **337,7 milliards FCFA** pour une prévision de **333,4 milliards FCFA**, soit un excédent de **4,4 milliards de F CFA** et un taux de réalisation des prévisions de **101,3%**. A fin décembre 2012, les droits et taxes liquidés sont de **297,3 milliards FCFA**. Les droits et taxes relatifs aux produits pétroliers sont de **79,0 milliards FCFA** à fin décembre 2013 contre **258,7 milliards FCFA** pour les marchandises solides à la même date.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2013

Le volume des marchandises importées augmente de **10,9%** du fait essentiellement de la hausse de **36,2%** des quantités des produits pétroliers importés. Le volume des produits non pétroliers n'ont cru que de **5,0%**. En valeur, les importations

globales sont en hausse de **18,3%** avec un accroissement de valeur de **39,1%** et de **14,1%** respectivement pour les produits pétroliers et pour les autres marchandises.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2012

Les quantités globales des importations ont augmenté de **2,8%** en liaison avec la hausse de **20,4%** du volume des produits pétroliers. En valeur, les importations sont en hausse de **26,7%** en relation essentiellement avec la forte augmentation de la valeur des produits pétroliers importés. La valeur des marchandises solides importées a crû de **9,1%**.

Par ailleurs, tout comme pour les trimestres précédents, l'analyse des importations par zone de provenance indique la prédominance des échanges intracommunautaires. En effet, la zone CEDEAO est la principale source d'approvisionnement du Mali avec **57,3%** et **31,7%** du total respectivement du volume et de la valeur sous l'impulsion des importations en provenance de la zone UEMOA (**55,6%** du volume total et **29,9%** de la valeur globale). En valeur, la zone CEDEAO est suivie de l'Asie et de l'Union Européenne avec respectivement **25,0%** et **22,3%**. Ces trois zones d'importation constituent à elles seules près de **79,0%** de la valeur globale des importations globales du Mali au cours du 4^{ème} trimestre 2013. Cependant, il faut noter que les importations de produits originaires de la sous-région à destination du Mali sont essentiellement constituées de produits pétroliers et, dans une moindre mesure, de ciment. Au titre du classement en matière d'importation des principaux pays partenaires commerciaux du Mali au cours du 4^{ème} trimestre 2013, le Sénégal est encore en tête avec **18,7%** de la valeur globale des importations. Il est suivi de la Chine (**15,0%**), de la France (**9,3%**) et de la Côte d'Ivoire (**7,3%**).

b. Les Exportations

Les exportations s'élèvent à **179 646 tonnes** de marchandises pour une valeur de **300,6 milliards FCFA** au titre du 4^{ème} trimestre 2013 contre à **138 297 tonnes** de marchandises pour une valeur de **279,7 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2013.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2013

Malgré la baisse des quantités de coton exporté de **21,5%**, le volume total des exportations a augmenté de **29,9%** en liaison essentiellement avec la hausse de **6,8%** des quantités d'or et un accroissement de **31,9%** des autres marchandises exportées. En valeur, les exportations totales se sont accrues de **7,5%** avec des hausses de **6,9%** et **15,2%** respectivement des valeurs d'or et des autres marchandises exportées. En revanche, la valeur du coton exporté a diminué de **38,7%** du fait principalement de la baisse des quantités exportées.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2012

Les quantités globales exportées ont progressé de **52,6%** grâce à l'augmentation de **78,0%** du volume de coton exporté et à la hausse de **52,6%** du volume des autres marchandises, tandis que la quantité d'or exporté n'a crû que de **1,1%**. En valeur, les exportations ont augmenté légèrement de **1,8%** malgré la hausse de **55,9%** de la valeur de coton exporté.

c. Le solde commercial et le taux de couverture

Le solde commercial s'est détérioré au 4^{ème} trimestre 2013 par rapport au 3^{ème} trimestre 2013 de **52,4 milliards FCFA**. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2012, le solde s'est dégradé davantage de **95,4 milliards FCFA**. Il en est de même pour

le taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à **63,2%** au 4^{ème} trimestre 2013, **69,6 %** au 3^{ème} trimestre 2013 contre **78,8%** au 4^{ème} trimestre 2012.

4- Les finances publiques

a. Les recettes globales

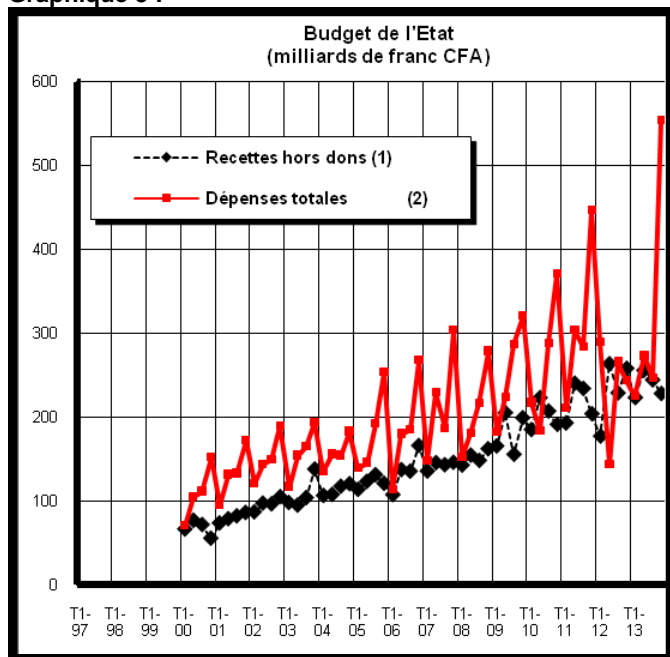
Par rapport à fin septembre 2013, les recettes totales ont progressé de **228,1 milliards FCFA**, soit un accroissement de **31,5%**. Le redressement du niveau des recettes sur cette période est en lien avec la hausse de **196,0 milliards FCFA** des recettes fiscales sur la même période. Par rapport à fin décembre 2012, la mobilisation des recettes totales hors dons n'a pas atteint les résultats escomptés. Toutefois, les recettes totales recouvrées à fin décembre 2013 sont supérieures à celles recouvrées à la même période en 2012 de **23,6 milliards FCFA**, soit une augmentation de **2,6%**. Les recettes fiscales ont contribué à ce léger relèvement du niveau des recettes totales avec une hausse de **3,3%**. Ce niveau d'augmentation faible des recettes pourrait être aussi imputable au fléchissement des cours de l'or au regard du poids que représente les impôts liés à l'activité des mines d'or dans les recettes fiscales.

b. Les dépenses

Les dépenses totales ont évolué beaucoup plus vite que les recettes à fin décembre 2013. En effet, les dépenses globales ont progressé de plus de **74,0%** par rapport à fin septembre 2013. Comparativement à fin décembre 2012, les dépenses totales ont augmenté de **37,3%**. La hausse est imprimée par l'accroissement des dépenses courantes et surtout la forte augmentation des dépenses d'investissement dans un contexte de sortie et de reprise progressive de l'aide extérieure.

S'agissant du service de la dette dû après allègement, il est de **115,1 milliards FCFA** au 31 décembre 2013 contre **51,1 milliards FCFA** au 30 septembre 2013 et **29,9 milliards FCFA** à fin décembre 2012, soit respectivement un dépassement de plus de **64,0 milliards FCFA** et de **85,2 milliards FCFA**. Au titre l'année 2013, la composante « principal » est de **89,1 milliards FCFA** et la composante « intérêt dû » est d'environ **26,0 milliards FCFA**, contre respectivement **17,7 milliards FCFA** et **12,2 milliards FCFA** pour l'année 2012.

Graphique 5 :



5- Les Prix intérieurs

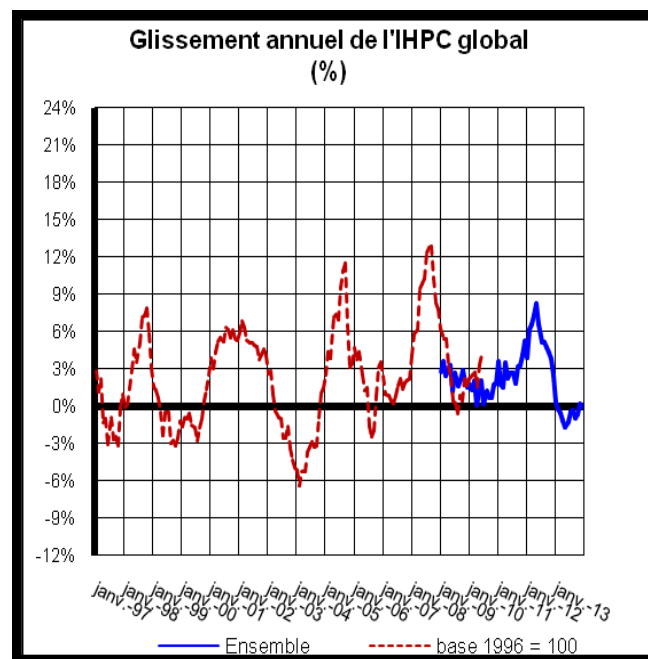
a. Les prix à la consommation

La tendance baissière des prix entamée depuis la fin du 2^{ème} trimestre 2012 s'est ralentie au cours du dernier trimestre 2013. En effet, le niveau global de l'indice des prix à la consommation en variation mensuelle est passé de **-0,8%** en octobre à **0,6%** en novembre. Cette hausse du niveau de l'indice en novembre par rapport à octobre 2013 est imputable en partie à l'augmentation de **0,4%**, **2,0%** et **0,9%** respectivement des prix du transport, de la communication ainsi que des produits alimentaires et boissons non alcoolisées malgré la baisse de **1,6%** des prix des céréales non transformées sur la même période. Au mois de décembre 2013, l'indice global a quelque peu baissé de **0,6%**.

Par rapport aux mois d'octobre et novembre 2012, la variation de l'indice global a enregistré progressivement un relèvement de niveau en passant de **-0,7%** en octobre 2013 à **0,2%** en novembre 2013. L'augmentation du niveau des prix en glissement annuel enregistrée en novembre 2013 est essentiellement induite par la hausse des prix des composantes suivantes : « transport » (**+2,5%**), « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (**+3,2%**) et « communication » (**+2,9%**). En revanche, au même moment le prix des céréales non transformées a baissé de **7,0%** du fait des nouvelles récoltes. La variation en glissement annuel de l'indice global est nulle en décembre 2013 par rapport à décembre 2012.

Quant à l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation, il poursuit sa baisse entamée depuis le début de l'année 2013 en passant de **+5,0%** en janvier à **+1,7%** en juin, **+0,3%** en septembre et **-0,6%** décembre. Pour la zone UEMOA, il se situe à **+2,4%** en janvier contre **+2,5%** en juin, **+2,2%** en septembre et **+2,0%** en octobre 2013.

Graphique 6 :



b. Les prix des produits pétroliers et du gaz butane

- Prix fournisseurs

Au 4^{ème} trimestre 2013, les prix fournisseurs moyens des produits pétroliers ont évolué de façon disparate par rapport au trimestre précédent selon les axes d'approvisionnement. En effet, on observe des replis légers des prix fournisseurs compris entre **0,3%** et **7,1%** pour le supercarburant, le pétrole lampant et le jet A1 sur les trois axes d'approvisionnement, tandis que les prix fournisseurs des

autres produits pétroliers ont augmenté avec des taux allant de **1,1% à 2,2%**.

En matière d'approvisionnement en produits pétroliers, l'axe « Côte d'Ivoire - Mali » demeure le plus avantageux en termes de prix de revient à l'exception du supercarburant pour lequel l'axe Sénégal – Mali revient moins cher.

- Prix plafond

Au 4^{ème} trimestre 2013, tout comme les prix fournisseurs, le prix moyen à la pompe du supercarburant est ressorti en baisse de **0,9%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2013, soit un repli de **7,0 FCFA par litre**. S'agissant du pétrole lampant, le prix moyen à la pompe est resté inchangé sur la même période. Pour les autres produits pétroliers liquides, les prix moyens à la pompe ont enregistré une hausse de **2 F CFA par litre**, avec des taux allant de **0,3% à 0,4%**.

Quant au prix non subventionné du kilogramme de gaz Butane, il a baissé en moyenne de **72,0 FCFA** contre un recul de **42,3 FCFA** le trimestre précédent.

Par ailleurs, il faut préciser qu'à partir du mois de novembre 2013, il a été décidé de mettre en application partielle le nouveau mécanisme de tarification automatique des produits pétroliers élaboré sur la base de l'évolution des prix fournisseurs.

Pour ce faire, il sera organisé dans les jours à venir une large campagne de communication sur le nouveau mécanisme à l'endroit de la presse et des partenaires sociaux.

c. La consommation des ménages

Les résultats de deux passages de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP), réalisés à la même période (avril à juin) en 2011 et 2013, nous permettent de décrire la tendance sans effet saisonnier de la consommation courante des ménages.

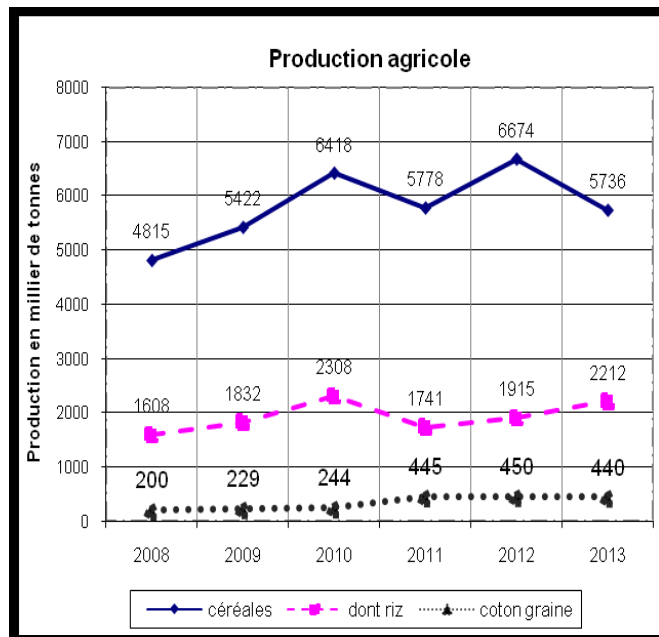
La consommation finale des ménages est estimée à partir des achats directs des biens et services sur le marché, des productions propres (autoconsommation) et des transferts reçus en nature (cadeaux).

Sur la période d'avril à juin 2011, la consommation finale des ménages s'élevait à **817,0 milliards FCFA** contre **690,0 milliards FCFA** à la même période en 2013, soit un recul de **15,5%**. La consommation relative au milieu rural représentait **68,0%** des dépenses totales contre **57,0%** en 2013. La part de la consommation attribuée au milieu urbain était de **32,0%** des dépenses totales contre **43,0%** en 2013. On s'aperçoit que la composante rurale est déterminante dans l'évaluation de la consommation finale. Ainsi, il ressort qu'en deux ans, le reflux de la consommation totale des ménages est induit par le recul d'un peu plus de **29,0%** de la consommation en milieu rural sur la période. En revanche, la consommation urbaine a augmenté d'environ **14,0%**.

6- Campagne agricole :

Selon les résultats définitifs de l'enquête agricole de conjoncture, la production céréalière de la campagne agricole 2013/2014 se chiffre à **5 736 093 tonnes** contre **6 674 427 tonnes** pour la campagne précédente, soit une baisse de **14,1%** en dépit de la hausse de **15,5%** de la production rizicole. Ce repli s'explique par la non-atteinte des objectifs de superficies à emblaver en liaison principalement avec l'installation tardive et l'arrêt précoce des pluies. Ce qui a conduit à une baisse de rendement. De même, la production cotonnière recule de **2,9%** par rapport à la campagne agricole 2012/2013.

Graphique 7 :



7- Les services

a. Les télécommunications

Le trafic téléphonique s'intensifie davantage au 4^{ème} trimestre 2014 au regard de la tendance haussière affichée par le nombre d'abonnées et les appels. En effet, le nombre d'abonnés au fixe et au mobile s'est accru de **4,8%** et de **9,8%** par rapport au trimestre précédent. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2012, le nombre d'abonnés au fixe a augmenté de **14,6%** contre près de **39,0%** pour les abonnés au mobile. Quant au volume d'appels émis vers l'extérieur, il a progressé de **75,0%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2013 et de **118,5%** par rapport à la même période en 2012. S'agissant des appels en provenance de l'extérieur, leur volume est en hausse de **84,5%** comparativement au trimestre précédent et de **104,7%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2012. La forte orientation vers le haut du volume du trafic téléphonique pourrait s'expliquer en grande partie par l'arrivée des observateurs pour les deux tours des élections législatives ainsi que des troupes étrangères dans le cadre des activités de la MINUSMA.

b. Le transport aérien

Le transport aérien de passagers et de fret au 4^{ème} trimestre 2013 a replié respectivement de **1,6%** et de **31,0%** par rapport au trimestre précédent. Par rapport à la même période en 2012, le transport de passagers s'est contracté légèrement de **1,0%**, tandis que le transport de fret a augmenté de **4,7%**. Dans l'ensemble l'activité de transport aérien est en recul, ce qui pourrait ne pas perdurer.

c. Le tourisme et l'hôtellerie

Les activités de tourisme et de l'hôtellerie tardent à atteindre leur niveau d'avant crise malgré une amélioration significative de la situation sécuritaire du pays. Cette situation morose requiert que des stratégies de relance soient entreprises pour ce sous secteur. Cependant, la situation devrait s'améliorer dans les prochains mois selon les données provisoires de l'OMATHO en matière d'investissement et de création d'emplois en 2013. En effet, les investissements se chiffrent à plus de **6,9 milliards FCFA** à fin 2013 contre **5,3 milliards FCFA** à fin 2012 et **12,4 milliards FCFA** à fin 2011. S'agissant du nombre total d'emplois créés, il est de **781** durant les douze mois de 2013, de **788** pour 2012 et de **1119** pour 2011.

d. L'immatriculation des véhicules

Les immatriculations des véhicules tardent à sortir de la léthargie depuis l'avènement de la crise de 2012. En effet, le nombre de véhicules utilitaires immatriculés au 4^{ème} trimestre 2013 est en baisse de **1,0%** en moyenne par rapport au trimestre précédent et de **34,0%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2012. Il en est de même pour le nombre de véhicules de tourisme immatriculés au 4^{ème} trimestre 2013 par rapport à la même période en 2012 avec un repli de plus de **31,0%**. En revanche, comparativement au 3^{ème} trimestre 2013, la situation s'est nettement améliorée avec une augmentation de **62,0%** du nombre de véhicules de tourisme immatriculés.

8- La situation monétaire et les transferts des migrants

a. La situation monétaire

a.1 La masse monétaire

A fin décembre 2013, le niveau de la masse monétaire s'est amélioré de **7,4%** et de **4,4%** respectivement par rapport à son niveau à la même période en 2012 et par rapport à fin septembre 2013 du fait essentiellement des hausses respectives de **11,0%** et de **6,3%** enregistrées par les dépôts bancaires sur les mêmes périodes. Quant à la composante fiduciaire, elle est restée quasi-stable à fin décembre 2013 comparativement à fin septembre 2013 et fin décembre 2012.

a.1 Les contreparties de la masse monétaire

- A la fin du 4^{ème} trimestre 2013, le niveau des avoirs extérieurs nets affiche une augmentation de **9,0%** imputable à la hausse de **79,0%** de la composante des banques commerciales malgré un repli de **11,2%** des avoirs extérieurs de la banque centrale. Cette évolution indique un renforcement de la confiance qu'a la communauté internationale sur la situation malienne. Par rapport à fin septembre 2013, le niveau des avoirs extérieurs baisse légèrement de **1,0%** en liaison avec le recul de **10,6%** des avoirs extérieurs de la banque centrale. En revanche, les avoirs extérieurs des banques commerciales se redressent de **22,0%** sur la même période ;

- S'agissant du crédit intérieur, il a augmenté à fin décembre 2013 d'environ **8,0%** et **6,0%** respectivement par rapport à fin décembre 2012 et fin septembre 2013. Cet accroissement du crédit pourrait être dû à une relance des activités économiques intérieures ;

- S'agissant de l'encours du crédit à l'économie, il affiche une variation positive de **11,7%** comparativement à son niveau à fin décembre 2012. Cette situation révèle une reprise progressive des activités économiques après une période de ralentissement des activités. Par rapport à fin septembre 2013, le niveau du crédit à l'économie a progressé de **8,7%** ;

- A fin septembre 2013, la position créditrice de l'Etat s'est nettement améliorée de plus de **84,0%** par rapport à fin décembre 2012 à cause principalement de l'accroissement des créances de l'Etat de plus de **44,0%** alors qu'au même moment les dettes de l'Etat ont augmenté de **34,1%**. Par rapport à fin septembre 2013, la PNG s'est améliorée de **55,5%** en liaison avec une augmentation de plus de **18,0%** des créances de l'Etat.

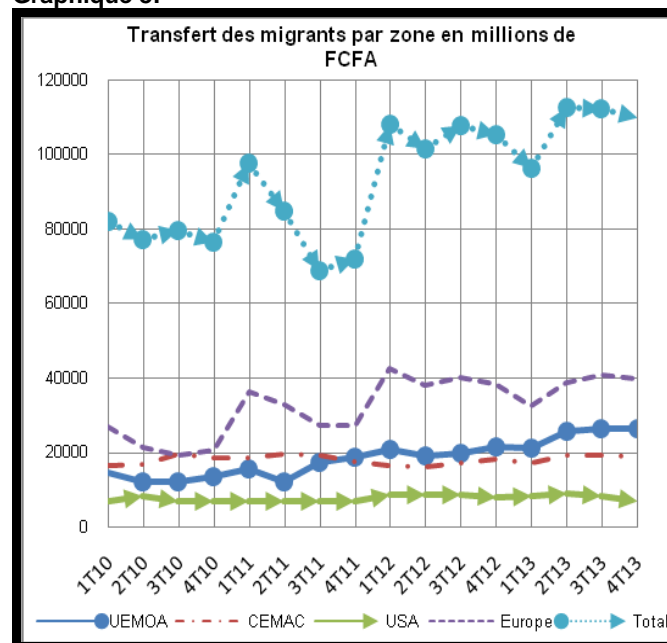
b. Le transfert des migrants

Tableau : Evolution des transferts des migrants

Trimestre	TOTAL	Dont UEMOA	Dont CEMAC	Dont USA	Dont Europe
T1 - 11	97678	15545	18394	7070	36176
T2 - 11	84685	12227	19471	7212	32669
T3 - 11	69080	17292	19036	7305	27215
T4 - 11	71797	18895	17292	7555	27076
T1 - 12	108238	20770	16452	8399	42441
T2 - 12	101475	19192	15957	8511	37842
T3 - 12	107627	19610	17039	8477	40036
T4 - 12	105186	21620	18048	7708	38286
T1 - 13	96273	21313	17025	8114	32241
T2 - 13	112827	25541	19131	8948	38530
T3 - 13	112324	26564	19177	8071	40683
T4 - 13	109837	26457	18912	7197	39614

Source : BCEAO Unité : en millions de FCFA

Graphique 8:



Au cours du 4^{ème} trimestre 2013, le montant total des fonds rapatriés par les Maliens de l'extérieur a diminué de **2,0%** par rapport à son niveau du trimestre précédent. La baisse est en partie induite par le repli de **3,0%** des fonds en provenance de l'Europe avec un recul de **10,0%** pour l'Espagne et de **1,0%** pour la France. Le niveau des fonds expédiés à partir des Etats Unis et de la zone CEMAC a également reflué respectivement de **11,0%** et de **1,0%** sur la même période. Quant aux fonds rapatriés des autres pays de l'UEMOA à destination du Mali, il est resté inchangé. Par rapport à la même période en 2012, les fonds transférés ont augmenté de **4,0%**. La hausse est attribuable essentiellement à l'accroissement de **22,0%** du niveau des fonds en provenance de la zone UEMOA et de **5,0%** et **3,0%** respectivement pour la zone CEMAC et pour l'Europe.

9- L'Emploi

Les résultats de deux passages de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP), dont les collectes de données ont été réalisées à la même période (avril à juin) en 2011 et en 2013, permettent d'apercevoir l'évolution sans effet saisonnier du taux de chômage au Mali.

En effet, le taux de chômage estimé au sens du BIT s'élève à **10,5%** en 2011 contre **10,8%** en 2013, soit une augmentation de **0,3 points** de pourcentage qui pourrait être imputable aux pertes d'emplois dues à la crise de 2012. Ce relèvement de niveau du taux résulte de l'augmentation du nombre d'hommes chômeurs avec un taux qui est passé de **5,3%** en 2011 à **7,2%** en 2013. Toutefois, il ressort que les femmes sont les plus touchées par le phénomène même si le taux de chômage qui leur est attribué a baissé de **0,8%** en deux ans (**15,9%** en 2011 contre **15,1%** en 2013).

Conclusions et perspectives

L'amélioration de l'activité économique mondiale se précise peu à peu et se renforce au cours de la seconde moitié de l'année 2013. Les dernières prévisions du FMI laissent entrevoir une croissance de la production mondiale légèrement plus forte que prévue. Ainsi, le taux de croissance est de **3,0%** contre **3,1%** en 2012 et **3,7%** en 2014.

Au Mali, la sortie de crise se confirme au regard des tendances observées à travers l'évolution de certains indicateurs conjoncturels. En effet, le niveau de l'indice de la production industrielle devrait ressortir en hausse à la faveur de la sortie de crise ayant entraîné une augmentation de la demande. Ce qui aura pour conséquence l'augmentation des importations. S'agissant des exportations, elles enregistreraient une hausse en deçà du niveau souhaité d'autant que les prévisions de production d'or sont en baisse de même que les cours tardent à atteindre leur niveau de 2012. Ainsi, le solde commercial se détériorerait davantage d'où un creusement du solde courant du compte extérieur. La baisse progressive des prix à la consommation durant l'année 2013 devrait s'inverser au cours des prochains mois au regard de la baisse de la production céréalière. La morosité de l'activité touristique et de l'hôtellerie s'atténuerait du fait de l'amélioration de la sécurité et d'autres mesures d'accompagnement. Le secteur des BTP devrait se redresser rapidement dans les prochains mois avec la reprise de l'aide extérieure. La bonne tenue des télécommunications se poursuivrait et contribuerait à rehausser le niveau des recettes de l'Etat.